

Prétente que l'urgence, et prétente les promesses faites par le premier ministre, le 5 décembre dernier, quand il nous faisait entrevoir qu'il avait l'assurance du gouvernement anglais que le Canada serait représenté dans les conseils de l'empire. Ce prétente est confirmé par les paroles mêmes du secrétaire des colonies, M. Harcourt.

En face de cette affirmation du premier ministre, que le Canada serait représenté dans le conseil impérial, si nous votions 35 millions à l'Angleterre pour lui venir en aide dans la défense navale de l'empire, voici ce que déclarait M. Harcourt:

Que le comité de défense impériale est un corps purement consultatif et n'est pas ni ne peut, dans aucune circonstance, devenir un corps qui décide des questions politiques, prérogatives, appartenant au cabinet seulement, sujette à l'appui de la Chambre des communes.

Donc, prétente que l'urgence! Prétente que la représentation dans le conseil de l'empire pour les colonies!

Pourquoi, monsieur le président, insister à nous dépouiller de 35 millions au bénéfice de l'Angleterre? Pourquoi, même en supposant que la nécessité de trois dreadnoughts se fasse sentir, nier au Canada l'avantage et le droit de construire lui-même ses navires? Pourquoi nier au Canada le pouvoir et le droit d'établir une industrie nouvelle au pays? Pourquoi priver nos classes ouvrières du bénéfice de cette industrie qui serait d'un grand avantage pour les Provinces maritimes surtout et je dirais, du pays tout entier? Pourquoi ne pas attirer ici les constructeurs de navires, ces grandes compagnies comme les Vickers-Maxim, les Armstrong et autres, qui étaient prêtes à venir installer des chantiers maritimes ici, et qui maintenant vont s'établir en Italie.

Pourquoi, au contraire, favoriser les grands capitalistes anglais, ceux-là mêmes qui soulèvent et profitent du jingoïsme; qui créent et répandent la peur de l'Allemagne et qui veulent s'enrichir au détriment du Canada, de l'Angleterre et des autres colonies.

A quel spectacle assistons-nous en ce moment? En Allemagne nous voyons la maison Krupp, la plus importante de ce pays, pour la construction des engins militaires, accusée de conspiration avec d'autres pays européens, pour accroître sans cesse les armements que tout le monde dénonce. Et cela, dans le seul but d'augmenter leur capital et de grossir leurs revenus au détriment du peuple.

Je dis que le Gouvernement, en offrant cette subvention de 35 millions, contribue à encourager cette conspiration du trust contre l'intérêt public, contre l'Angleterre elle-même et contre les colonies en particulier.

L'honorable député qui m'a précédé (M. Hughes) a fait allusion à la promesse du premier ministre, faite le 21 septembre

M. ETHIER.

1912, à un banquet à Montréal. L'honorable premier ministre disait alors qu'il allait réunir le Parlement immédiatement, et qu'il lui soumettrait une mesure destinée à donner satisfaction au peuple et à l'Angleterre, et que si le Parlement ne l'adoptait pas, il en appellerait au peuple. L'honorable premier ministre était sincère alors; il a parlé sans arrière-pensée. Mais, depuis, la situation a bien changé. Des éléments nouveaux sont entrés dans le cabinet, d'autres ont disparu, et depuis, l'honorable premier ministre a fait volte-face, comme sur bien d'autres questions, d'ailleurs. Pourquoi ne veut-il plus en appeler au peuple? Est-ce la crainte du peuple? Est-ce la peur? On ne peut pas arriver à d'autre conclusion que c'est la peur du verdict populaire qui l'empêche de tenir sa promesse. A-t-il peur qu'on lui reproche les scandales d'Hochelaga, de Macdonald et d'Antigonish? A-t-il peur qu'on lui parle du scandale des cadenas du ministre des Postes? A-t-il peur qu'on lui rappelle le scandale des terres de Vancouver, ou encore, des terres de l'Ouest vendues pour \$10 à un favori politique dont la valeur établie est de \$374,000? A-t-il peur qu'on lui reproche la mise en liberté d'un forçat faussaire, pour le placer ensuite dans le service civil, comme il l'a fait dans la Nouvelle-Ecosse? A-t-il peur qu'on lui refuse de disposer à son gré de ces 35 millions?

Il a peur de tout. Il a peur, aujourd'hui, même de la visite de l'honorable chef de l'opposition dans Ontario. Ne voyons-nous pas ces messieurs convoquer, en pleine session, une assemblée à Toronto, pour le 19 mai courant, au moment où le premier ministre paraît si pressé d'en finir avec les travaux du Parlement, qu'il demande à la Chambre de siéger le matin, l'après-midi et le soir. N'est-ce pas là la preuve que ces messieurs sont pris de panique et qu'ils veulent, en amenant le premier ministre à Toronto, essayer de détruire le prestige de la parole éloquente du chef de l'opposition. Le prestige de l'honorable chef de l'opposition est si grand qu'à côté de lui celui du premier ministre et du ministre des Travaux publics (M. Rogers) vont toujours en diminuant, à l'exception du prestige de l'honorable ministre du Revenu de l'intérieur (M. Nantel) qui, celui-là, va toujours en grossissant.

M. GAUVREAU: Ils ont la peur et ils vont avoir le mal.

M. ETHIER: Et ce mal sera incurable.

Pourquoi le Gouvernement ne se rend-il pas au désir du peuple? Pourquoi ne se rend-il pas au désir de la majorité dans le peuple; minorité dans la Chambre, il est vrai, mais majorité dans le pays, quoi qu'on en dise, et le fait a été établi avec éloquence et certitude par l'honorable député de